



Difficultés et perspectives des recherches sur la construction de la qualité

Bertrand Vissac, Bernard Hubert

► To cite this version:

Bertrand Vissac, Bernard Hubert. Difficultés et perspectives des recherches sur la construction de la qualité : La contribution du département "Systèmes agraires et Développement" de l'INRA. Qualité et systèmes agraires : Techniques, lieux, acteurs, 28, INRA, 1994, Etudes et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement. hal-02847625

HAL Id: hal-02847625

<https://hal.inrae.fr/hal-02847625>

Submitted on 7 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Difficultés et perspectives des recherches sur la construction de la qualité

La contribution du Département "Systèmes Agraires et Développement" de l'INRA

Bertrand VISSAC, Bernard HUBERT

INRA-SAD, 147, rue de l'Université, 75338 Paris cedex 07

1. Les ambitions d'une problématique innovante

Pour la plupart des chercheurs, le thème "Qualité" se réfère directement aux caractéristiques analytiques des produits de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire. Vis-à-vis des réflexions menées au sein des autres Départements de l'INRA, les travaux des chercheurs du SAD veulent apporter une note originale et intégratrice. Pour notre Département, l'enjeu est la prise en compte des relations multiples qui se nouent au sein d'un système agraire entre acteurs, systèmes techniques, produits, environnement et territoire en vue d'analyser et de définir des stratégies d'action, des modes de développement, orientés par la valorisation d'une ou de plusieurs qualité(s) du système agraire considéré. La lecture des textes présentés, entre autres, par des personnes extérieures au Département, montre que cette volonté de construire une vision intégratrice semble en phase avec l'évolution de la demande multiforme de la société en matière de Qualité, et, parallèlement, la lecture des travaux des chercheurs du SAD montre les difficultés rencontrées aujourd'hui pour aboutir à une telle vision.

Pour le Département SAD, les recherches sur la Qualité restent dans la droite ligne de ses travaux antérieurs tout en introduisant de nouvelles interrogations au sujet des concepts et des méthodes mis

en oeuvre jusqu'alors. On retrouve, dans ces recherches, le souhait de préciser la façon dont les objets auxquels s'applique la notion de qualité sont liés au sein du système agraire, ce qui renvoie aux postulats de globalité et de complexité qui servent depuis longtemps de base aux recherches conduites dans le Département. De plus, l'identification de ces objets, leur maîtrise, mettent en jeu les conceptions, les stratégies et les pratiques des acteurs, ainsi que les relations entre acteurs et groupes sociaux : autant d'éléments qui ont toujours été au centre des démarches adoptées sur d'autres thèmes abordés par le Département. Enfin, la prise en compte de ces objets auxquels s'applique la notion de qualité au sein de recherches dans, pour, et sur l'action peut conduire à réexaminer les objectifs, les modes d'organisation du Développement Agricole, ce dernier étant, par définition, au cœur de nos recherches.

Néanmoins, comme le montrent les différents travaux présentés, il ne suffit pas de mobiliser des acquis et de tester leur pertinence face à des objets nouveaux. Il faut également savoir faire appel à des concepts et des méthodes qui ont été jusqu'alors peu mobilisés. Surtout, il apparaît clairement à travers la lecture des textes de ce livre que la construction d'une vision intégratrice autour des questions relatives à la qualité passe par une interrogation d'ordre culturel sur la dynamique sociale, interrogation qui rejoint, il faut le souligner ici, celle, plus générale, d'E. Morin et B. Kern (1993) sur

la "polycrise" de la société. Pour poser les jalons permettant de répondre à une telle interrogation, il est suggéré de s'intéresser aux systèmes techniques et de les utiliser comme des révélateurs d'une certaine culture, que cette dernière soit, par exemple, celle d'une entreprise et de ses relations avec ses fournisseurs, ou encore celle permettant à des individus de défendre la spécificité de leurs produits et de leur territoire.

Cependant, l'ambition d'embrasser la multiplicité des questions posées par la société sur le thème de la qualité ne va pas sans difficultés ni contradictions. La dissociation quasi générale entre les recherches sur la qualité des produits et celles qui ont trait à la qualité des territoires ou des espaces ruraux traduit, par exemple, la difficulté des équipes de recherche à respecter le postulat de globalité, et à s'abstraire d'une entrée dominée par les disciplines et leur instrumentation. La plupart des chercheurs privilégient l'entrée par les filières, indépendamment de la prise en compte des territoires. Ceci est d'autant plus problématique que ces deux entrées reposent sur des régulations généralement approchées, sur le plan théorique, à partir de concepts et de postulats qui, souvent, s'avèrent incompatibles : le marché et l'individualisme des agents économiques dominant dans le premier cas ; la gestion d'un patrimoine commun est au coeur des préoccupations dans le deuxième. Cette dissociation est d'autant plus gênante que des contraintes identifiées d'un côté pourraient parfois trouver des éléments de solution de l'autre. Ainsi, ne peut-on pas imaginer que les problèmes liés à des excédents productifs pourraient être résolus par un effort conjoint d'amélioration de la qualité et de respect de l'environnement, cet effort étant alors susceptible de justifier économiquement et socialement une baisse de production ?

Une telle synergie reste cependant à démontrer. En effet, si les recherches trouvent souvent leur origine dans des conflits d'acteurs qui traduisent peu ou prou ces interdépendances entre qualité des produits, localisation des productions et gestion d'un territoire, elles ne font guère apparaître les points de

convergence possibles entre qualités des produits agricoles et "qualités environnementales". Les questions relatives à de telles convergences ne sont pas encore explicitement inscrites dans le débat social, ou ne sont pas abordées de front par la Recherche, mais elles apparaissent de plus en plus souvent en filigrane ou en perspective. Elles ont encore besoin de "mûrir". A l'évidence, il manque à ce champ de recherche en devenir une instrumentation lui permettant d'assurer les relations entre des échelles spatiales et temporelles même si certains travaux font des propositions dans ce sens. Il manque sans doute surtout une profondeur temporelle suffisante pour que l'on puisse confronter dans l'action les dynamiques sociales et techniques envisagées avec celles des processus écologiques (au sens large) qu'elles modifient. Il faut accepter, dans un premier temps, de ne disposer que de chroniques de recherches. Ces dernières, lorsqu'elles relatent des études menées autour de l'élaboration de stratégies et de modes de développement axés sur les questions relatives à la qualité, sur l'ensemble ou une portion du système agraire, constituent des "matériaux" permettant, dans une phase ultérieure, d'une part de comprendre comment se concrétise le débat social sur ces questions, d'autre part de dégager les conditions nécessaires et suffisantes à l'émergence et au maintien de ces stratégies et de ces modes de développement. De telles chroniques doivent, en outre, être utiles pour identifier de quelle façon la recherche peut *"contribuer à construire la demande sociale"*, pour reprendre l'expression de M. Sebillotte (1993), sur les questions relatives à la qualité.

2. La qualité des produits : une construction sociale

Le parti-pris de nos recherches conduit d'abord à situer la qualité des produits dans le contexte économique, législatif et juridique englobant. Si l'émergence de la problématique "qualité des produits" résulte de la saturation des marchés et

des freins (loi des rendements décroissants et resserrement du ciseau des prix) à l'accroissement de la productivité, les enjeux actuels autour de la qualité s'inscrivent, au sein des organisations économiques et professionnelles, dans l'élaboration de stratégies autour de la qualité et se concrétisent par des systèmes de convention et de régulation. Ces derniers apparaissent comme des formes de médiation entre la production primaire et le marché des produits finaux.

La référence à l'industrie allemande (Bourgeois, dans cet ouvrage) conduit à mettre l'accent sur trois conditions pour l'élaboration d'une stratégie de qualité : l'adaptation continue des produits au marché ; le dialogue permanent entre acteurs au sein des filières ; l'existence de signes de qualité explicites pour les consommateurs. Ces trois exigences sont difficilement satisfaites dans le secteur agro-alimentaire en raison de l'allongement et de la complexification des filières, de la diversité des formes de construction de la qualité au sein de ces filières et du manque de transparence des systèmes d'identification de beaucoup de produits : en résumé, ce qui rend complexe la définition de stratégies de qualité tient à la difficulté d'identifier et de caractériser les systèmes techniques en jeu dans l'élaboration de la qualité, qu'il s'agisse des techniques liées aux processus de production ou de celles traduites dans des procédures de négociation.

De cette difficulté, il s'ensuit une incertitude sur la définition de la qualité "finale" bien exprimée par les représentants d'organismes engagés, à des titres divers, dans les processus de certification (Gaye ; Guillou, dans cet ouvrage). Ces derniers interpellent les chercheurs et attendent d'eux qu'ils contribuent à "objectiver" les relations entre les modes de production et les caractéristiques des produits. Le flou, dans ce domaine, est particulièrement marqué dans le secteur de l'Agriculture Biologique où, face à des positions sans nuance ("zéro chimique"), ou à des recommandations générales sur les "bonnes méthodes" (de Silguy, dans cet ouvrage), l'on manque de connaissances sur les pratiques effectives des

agriculteurs. Ceci est également vrai pour l'utilisation en ferme des engrais et produits phytosanitaires de synthèse, qui ne correspond pas toujours à celle préconisée par les distributeurs de ces produits, alors même que le respect des normes portant sur la présence de résidus dans les denrées alimentaires dépend fortement de la façon dont ces produits sont utilisés (de Cormis, dans cet ouvrage). Il y a de fait, sur ce dernier point, un double décalage : entre l'image que se font les consommateurs, sous la pression des lobbies, des risques de toxicité liés à l'utilisation d'engrais ou de produits de synthèse alors même que les normes sont édictées pour annuler ce risque d'une part ; entre ces dernières et leurs possibilités concrètes d'utilisation pour maîtriser les processus techniques au sein des filières d'autre part.

Malgré, et peut-être à cause de cette absence de transparence dans l'élaboration de la qualité, certains chercheurs décident de placer le consommateur au centre du dispositif (Sylvander, dans cet ouvrage). Ceci permet d'ailleurs de mettre le doigt sur une difficulté majeure dans l'élaboration d'une stratégie de qualité : qui définit la finalité du système technique supportant une telle stratégie ? Certes, le consommateur peut la fixer, mais est-il et doit-il être le seul ? Que signifie, sur le plan social et culturel, un tel choix ? C'est sans doute parce que le choix d'une ou de plusieurs finalités n'est pas simple que, dans leur ensemble, les travaux et projets de recherche présentés se situent délibérément dans des situations analysées comme des situations de crise et d'incertitude, dans lesquelles le chercheur se trouve, à des degrés divers, partie prenante.

Derrière la diversité des produits et des filières, on perçoit une convergence dans les démarches et les concepts. Dans l'ensemble, l'accent est mis sur les pratiques relationnelles et organisationnelles qui conduisent à faire émerger et à soutenir socialement la particularité du produit. La logique de comportement et les pratiques des acteurs sont situées dans le jeu social : le concept de convention qui sous-tend le caractère incertain et conflictuel de la définition des

produits s'oppose ainsi à la conception mécaniste et fonctionnelle qui prévalait souvent dans les études des filières. Les concepts de l'Economie des conventions permettent aux chercheurs de se saisir d'objets habituellement redevables de disciplines très éloignées (des personnes, des organisations, des techniques, des produits, des règlements et des normes...) et de les étudier dans un même cadre théorique. Les résultats mettent l'accent sur la construction d'une cohérence en rapport avec les formes de rationalité souvent plurielles (Thévenot, 1990) qui animent les acteurs (marché, tradition, solidarité, opinion, avenir...) et non dans les termes inadéquats d'un projet étié d'"optimisation" technico-économique.

Cependant, ces convergences ne doivent pas masquer le fait que l'approche des systèmes techniques qui sous-tendent une stratégie de qualité diffère selon les chercheurs. Ces différences sont, pour partie, le reflet d'un positionnement différent du chercheur dans les processus de négociation et vis-à-vis des finalités poursuivies, ce positionnement étant lui-même étroitement dépendant de l'origine de la question posée (une firme, des éleveurs, ...) et de la façon dont ensuite le chercheur transforme cette question à travers son "instrumentation conceptuelle". Mais les différences sont aussi, pour partie, dues à la façon dont est déterminée la spécificité du produit, c'est-à-dire tantôt par l'offre (cultures locales) et tantôt par la demande à travers la segmentation des marchés encouragée par les stratégies commerciales des firmes de l'agro-industrie et de la distribution. Ces diverses lectures transversales des travaux doivent être menées pour tirer profit de la diversité prospectée aujourd'hui par les chercheurs du SAD afin de préciser, selon les contextes, les conditions d'élaboration et de maintien d'une stratégie de qualité des produits.

Un premier ensemble de travaux est focalisé sur l'interface entre des agriculteurs dispersés, qui peuvent être considérés comme des producteurs de matières premières, et une entreprise agro-alimentaire considérée comme le lieu privilégié de spécification de la qualité : gestion des écarts "amont" entre qualités produites par les agriculteurs et qualités

demandées, et "aval", entre qualités offertes et qualités perçues par la clientèle (Heintz ; Valceschini, dans cet ouvrage). Les opérations de qualification relèvent de justifications variées et s'appuient sur des dispositifs divers : les formes de passage d'un mode d'organisation à un autre sont étudiées dans un contexte où la construction de la qualité renforce considérablement le caractère spécifique de tous les produits. Dans ces situations fondées sur un partenariat entre apporteurs et entreprises, on perçoit des différences dans les stratégies selon la nature des entreprises et selon l'importance donnée aux lois du marché et à la référence parfois emblématique que le produit représente (cas du Beaufort : Dubeuf *et al.*, dans cet ouvrage) : ces différences peuvent n'être pas sans conséquence sur les règles de sélection des "apporteurs" et soulèvent alors des questions relatives à l'aménagement du territoire. L'arbitrage entre ces divergences constitue un élément important conditionnant l'exploitation du produit et la pérennité du système qualitatif sur lequel il repose. Finalement, c'est l'avenir de certaines agricultures locales qui se joue là.

L'élaboration de la qualité peut aussi résulter d'une dynamique d'action collective qui dépasse, tout en les intégrant, les interactions entre individualités au sein de la filière. Les travaux menés en Corse (Prost *et al.* ; Vallerand *et al.* ; Casabianca *et al.*, dans cet ouvrage) visent ainsi à reconstruire une cohésion entre acteurs, au sein des systèmes agraires locaux, en mobilisant des ressources identitaires dégradées et déconnectées entre elles. Ces recherches intègrent de façon cohérente des éléments d'amont (population animale) et d'aval (rentes spécifiques attachées aux produits) dans des stratégies de qualité référées au développement considéré comme un processus de solidarisation autour d'un projet partagé et d'un patrimoine écologique et culturel indivis. S'attachant à analyser la démarche de recherche mise en oeuvre, ces travaux mettent en évidence les étapes et les points "nodaux" à identifier pour aborder la qualité comme une construction sociale et se donner le temps nécessaire pour en

envisager la complexité et les interdépendances. Ils se situent dans la continuité de la réflexion qui avait conduit à la notion d'"Itinéraire de développement", appliquée à l'émergence des pratiques collectives au sein d'un groupe d'éleveurs. Une comparaison intéressante pourrait être menée entre ces travaux et ceux qui ont été réalisés dans les Vosges à la demande d'une société d'eau minérale pour l'aider à négocier avec les agriculteurs de son bassin d'alimentation un changement de leurs pratiques (Chia & Raulet, dans cet ouvrage). On débouche dans ce cas sur la constitution, en vue de la transformation du système agaire local, d'un partenariat entre les deux types d'acteurs associés dans la gestion parallèle des produits agricoles et de leur coproduit, l'eau minérale, qui est en fait, sur le plan économique, le produit majeur du système agaire local. Ces exemples font bien ressortir l'intérêt de la démarche adoptée, mais aussi l'importance du chemin qui reste à parcourir pour construire une approche scientifique rigoureuse et reproductible.

On comprend d'autant mieux l'intérêt de construire une telle approche lorsque cette dernière est mise en regard des recherches menées dans les Andes (Morlon ; Bourliaud *et al.*, dans cet ouvrage). Si, comme il est proposé, la reconstruction de la cohérence de filières domestiques assurant la valorisation de la spécificité des produits locaux apparaît comme une problématique pertinente pour bien des pays en développement, il faut pouvoir aller au-delà de ce diagnostic pour assurer la survie du secteur agricole face à la concurrence déstructurante des importations.

3. L'intérêt réaffirmé d'un regard sur les systèmes techniques agricoles

Les transformations des systèmes agraires affectant la qualité de leurs produits et coproduits trouvent d'abord leur origine dans des changements techniques. L'analyse de ces processus est évidem-

ment centrale pour l'INRA et pour le SAD, d'autant que la Recherche agronomique n'est pas toujours étrangère à ces changements. Une telle "entrée", prenant en compte les rapports entre les changements dans les techniques agricoles et l'utilisation du territoire peut faciliter une vision intégratrice de la notion de qualité sous ses multiples facettes et combler les lacunes de la recherche à cet égard (cf. *supra*).

En rupture avec la majorité des travaux réalisés jusqu'ici sur les systèmes agraires, certaines des recherches entreprises sur la qualité des produits de l'élevage donnent au choix racial une importance primordiale, la race étant considérée comme un élément intégrateur des rapports entre la société et le territoire. Ainsi, dans les Pyrénées, l'introduction de races exogènes et du cortège de pratiques qui leur sont liées s'oppose aux associations pluri-spécifiques en estive (moindre adaptation au désaisonnement, décalage des calendriers de reproduction, sédentarisation de l'élevage des culards chez les bovins) (Gibon, dans cet ouvrage). Les changements qui en découlent révèlent que ces formes de gestion ancienne du territoire correspondaient à des structures paysagères appréciées et au maintien de la biodiversité ! Ce type de remarque justifie l'étude consacrée, à l'échelon national, à la dynamique des races bovines dans ses rapports à celle des systèmes agraires au cours des deux derniers siècles (Vissac, dans cet ouvrage). La diffusion des races laitières retenues dans cette étude est considérée comme un témoin privilégié du processus de modernisation de l'élevage français depuis un siècle. On manque plus d'information et d'indicateurs de qualité des produits liés au territoire dans le cas des troupeaux allaitants et du produit boucher ; les échecs répétés d'organisation de la commercialisation des agneaux dans les Pyrénées en attestent. Dans tous les cas, la race semble pouvoir être identifiée comme un objet hybride porteur d'une double information génétique et culturelle, associée à des usages et à des pratiques susceptibles de qualifier les produits des animaux et les paysages supports de ces systèmes d'élevage. On est

apparemment loin de la logique qui préside à l'organisation de la sélection dans notre pays, et ceci justifie qu'un effort de concertation soit réalisé en direction des chercheurs généticiens.

La technique peut ainsi jouer un rôle de liant entre territoire et filière dans la mesure où elle n'est pas considérée en soi et déconnectée des liens qu'elle exprime entre la société et son territoire. L'émergence de phénomènes de développement local organisés autour d'un support racial identitaire (race tarine d'un côté, race d'Aubrac de l'autre), d'objectifs de production de qualité à ancrage culturel et d'un projet de valorisation des paysages découle de cette approche. Que ce soit dans les Alpes du Nord ou en Aubrac, les évolutions constatées depuis 50 ans témoignent d'une bonne intégration entre les éléments endogènes et exogènes de la culture technique. Ces phénomènes ne sont pas sans rapport avec ceux qui sont observés dans la dynamique des districts industriels (Aydalot, 1976). Ils soulèvent en agriculture, derrière la pluralité des formes de justification de l'action rappelée précédemment (Thévenot, 1990), la question de la compatibilité des échelles concernant des objectifs de qualité de l'environnement et des produits. Cette question se pose de façon encore plus drastique pour les productions végétales pour lesquelles il est difficile aujourd'hui ne serait-ce que de proposer un ou plusieurs indicateurs qui joueraient un rôle équivalent à celui que certains chercheurs octroient à la race animale.

C'est bien le souci de prendre en compte les changements d'échelles nécessaires pour relier des logiques de production, ou, plus globalement, des systèmes techniques agricoles, et des structures paysagères sur un territoire bien délimité, ainsi que la recherche d'indicateurs pertinents pour prendre en compte les liaisons ainsi mises en avant, qui guident les chercheurs travaillant sur le Causse Méjan (Osty *et al.*, dans cet ouvrage) dans la définition de leur projet de recherche. Un tel projet retient l'attention, d'autant que des modes de représentation des informations spatialisées sont proposés pour chacun des trois niveaux identifiés comme susceptibles de permettre la

compréhension et la simulation des relations s'établissant entre des logiques productives et des structures paysagères. Cette approche, dont l'ambition dépasse le cadre du diagnostic, sera suivie avec intérêt car elle permet d'envisager la façon de passer d'un diagnostic à des propositions formulées en termes de gestion d'un espace rural, même si pour l'instant ces possibilités de passage restent encore à démontrer.

4. Espace rural et Qualité

Quoi qu'il en soit, avant même que ne soit posée la question de la gestion d'un espace rural, celle de la façon dont celui-ci peut être évalué d'un point de vue qualitatif reste encore ouverte. Certes, la prise en compte des nouvelles préoccupations environnementales suscite un débat autour de la question de l'évaluation qualitative de la gestion de l'espace rural. L'idée selon laquelle la société pourrait décider de l'organisation de l'espace rural à partir de considérations liées à la qualité du cadre de vie et des paysages mérite d'être discutée (Ambroise, 1993). Dans le cadre hypothétique d'un tel consensus, qui ne saurait assimiler la Société à l'Administration, les agriculteurs deviendraient les jardiniers de la France. Ceci supposerait de caractériser les fonctions assignées à l'espace rural, de connaître leur compatibilité et de savoir qui est chargé d'en juger globalement.

L'écologue apporte des éléments de réponse sur les dynamiques écologiques à l'oeuvre sous l'effet de l'évolution des systèmes techniques (Balent, dans cet ouvrage). Il y ajoute son jugement sur la qualité des agro-écosystèmes, lue à travers des indicateurs caractérisant l'évolution de l'organisation des communautés végétales et animales face aux pratiques agricoles, forestières, etc., vues comme des perturbations. La notion d'équilibre écologique sous-jacente n'est pas sans soulever des débats au sein même de cette famille de chercheurs : la Nature n'est-elle pas en perpétuel déséquilibre, et les systèmes les moins anthropisés ne constituent-ils pas eux-

mêmes des sources de perturbation ? Où est donc la référence ? Au-delà de cette restriction, se pose la question de l'unité de gestion retenue (une parcelle ou un bloc de parcelles) par l'écologue pour porter son diagnostic sur l'effet des pratiques agricoles : dans la perspective qui est la nôtre, le diagnostic porté sur une unité de gestion ne peut être dissocié de la place et de la fonction de cette unité au sein de l'exploitation, ni de l'inscription de cette dernière dans le territoire et dans le système économique, à travers les filières locales. Ces relations entre niveaux de gestion du territoire sont difficiles à appréhender et à modéliser, c'est-à-dire à construire en tant qu'objet de recherche nouveau, d'autant que les finalités et les stratégies des agriculteurs et des organisations vis-à-vis de la gestion du territoire sont à la fois mal connues et très évolutives dans un contexte socio-culturel et économique instable (Jullian, dans cet ouvrage)

Pour construire une image du développement régional permettant de suggérer des pistes de gestion de l'espace rural, l'économiste choisit de se placer à une échelle cantonale (Cristofini *et al.*). Il propose d'étendre à cet objet nouveau, le canton, la conception de typologies fonctionnelles des exploitations telle qu'elle avait été mise en oeuvre à des fins de développement dans les Alpes du Nord. Ainsi l'image construite, envisagée dans sa dynamique temporelle, est établie par rapport à des pôles géographiques de développement global, définis grâce à des "indicateurs de développement". La prise en compte de ces pôles, dont on pressent l'intérêt structurant, conduit à se poser la question de l'appréciation de la qualité par rapport aux "états d'équilibre" de l'ensemble des indicateurs dont il est fait mention : par-delà cette étude à fins de diagnostic, le passage au pronostic impliquera aussi d'étudier les acteurs, leurs finalités, leurs représentations et leurs stratégies compte tenu de leur organisation sociale et productive.

D'une approche technique de production d'un espace de développement, on évolue aussi vers une conception en termes de finalité « sociale » cette approche est complémentaire des travaux des géographes et des agronomes sur les

mécanismes reliant le paysage et l'activité agricole : dans la perspective des recherches du SAD, la production de paysage est une conséquence des formes d'activité agricole, et l'analyse de cette relation constitue un axe des travaux à mener dans la Département.

A travers ces recherches très diverses dans les concepts et les méthodes qu'elles mobilisent, c'est la difficulté à définir les finalités poursuivies à travers la gestion d'un territoire (maintien d'une biodiversité ? Maintien d'une croissance économique sur le plan régional ? Maintien d'une population rurale ?), à appréhender et à modéliser les relations entre les niveaux de gestion qui transparaît, et c'est elle qu'il reste à surmonter avant même de pouvoir proposer des stratégies de gestion d'un territoire.

Conscients de cette difficulté, certains auteurs, engagés, au plan national, dans des fonctions en rapport avec le Développement, sont amenés à envisager l'évolution de leur secteur de responsabilité de façon très pragmatique en se fondant sur un "principe de précaution". Ainsi, confronté à la mission impossible de caractériser précisément, sur l'ensemble du territoire français, la diversité des dynamiques de pollution des eaux par les nitrates, le CORPEN évolue vers l'édiction de batteries de directives évolutives à destination des exploitations agricoles, avec la finalité plus modeste de garantir l'absence de progression des pollutions azotées. Mais la prise en compte de ces directives par les agriculteurs ne peut se faire sans une remise en cause du fonctionnement des organismes de développement agricole, remise en cause qui n'est pas toujours bien acceptée. Des propositions d'ordre méthodologique, organisationnel, pédagogique sont faites, dans ce contexte d'incertitude, pour mieux intégrer les préoccupations environnementales dans les finalités et pratiques de ces organismes considérés comme des maillons indispensables entre les agriculteurs et l'administration chargée de faire respecter des normes. On voit bien apparaître ainsi qu'au-delà des questions soulevées par la définition des finalités assignées à des stratégies de

gestion d'un espace rural, se pose la question des modalités d'adaptation des systèmes assurant aujourd'hui des fonctions d'encadrement des agriculteurs, et susceptibles de devenir partie prenante de la mise en oeuvre de ces stratégies.

Les questions de recherche soulevées dans les textes présentés dans cet ouvrage en relation avec les mesures environnementales mises en place ou à venir, soulignent, si besoin est, l'insuffisance des connaissances produites à l'INRA depuis 40 ans pour traiter de la production agricole en rapport avec la gestion de l'espace et l'aménagement du territoire. L'élaboration de réponses à de telles questions suppose la prise en compte de types d'acteurs nouveaux et de leurs relations avec les filières de l'agro-alimentaire. Le temps long de l'évolution des sociétés et des dynamiques écologiques dans leur continuité et leurs ruptures, la violence qui l'accompagne parfois, sont au coeur d'un tel questionnement.

5. Le rapport à l'Action

Le thème de la qualité a le mérite de nous faire pénétrer d'emblée une question concrète située au coeur à la fois de la problématique de recherche du Département et des débats d'une société en quête d'ajustements culturels profonds. Avec ses richesses et ses insuffisances, le présent ouvrage suscite l'envie d'explorer plus complètement les "friches" de ce thème de la qualité pris dans sa globalité.

Les techniques sont des produits sociaux, et la mise en oeuvre par une société des techniques concernant son agriculture a des incidences sur tous les aspects concernant la qualification du travail, du territoire et des produits. Contrairement à des pratiques de recherche influencées par une conception qui sépare la culture, tournée vers le passé, des techniques, considérées comme une affaire de spécialistes et tournées vers l'avenir, la culture technique doit être appréhendée dans sa globalité. La maîtrise des techniques par la société pose des problèmes d'agencement spatial qui

mettent en jeu les rapports de l'agriculture au territoire. L'identification d'unités territoriales pertinentes dans une telle problématique n'est pas simple. Elles vont d'unités naturelles plus ou moins anthropisées (bassin d'alimentation de sources d'eaux minérales, formations boisées à protéger par exemple) à des unités de production-transformation (bassin de collecte d'entreprises agro-alimentaires). Les fondements culturels de l'organisation de l'agriculture sur le territoire évoluent de situations fortement marquées par un héritage identitaire à des modes de production et à des produits banalisés dont les techniques de production et de transformation favorisent la délocalisation. La segmentation croissante des marchés peut reposer en des termes nouveaux les problèmes de l'adaptation de la matière première au territoire. Il existe, certes, des situations où l'identification des entités agraires pertinentes pour une étude globale de la maîtrise de l'agencement des techniques s'impose au premier abord (une île, une petite région agricole au particularisme très marqué), mais c'est loin d'être le cas général. Les niveaux d'organisation constituent d'ordinaire une inconnue à préciser et un lieu de décision à conforter si l'on ne veut pas laisser se développer, à l'échelle locale, les conséquences pernicieuses de décisions lointaines émanant des échelons supérieurs de la hiérarchie (marché mondial ou réglementation communautaire).

Une telle ambition soulève bien sûr la question du rapport de la Recherche à l'Action. On a vu comment, partant de questions sur un "extrant" du système agricole (un produit, une organisation, un paysage...), on pénètre progressivement par l'analyse des choix techniques la complexité en cause, qui ne se laisse approcher que dans le temps long de la recherche ainsi conduite. Cette dernière ne progresse qu'au rythme de la maturation des questions que la société est disposée à accepter. Ceci nous oblige à une grande modestie et à une grande prudence vis-à-vis des préconisations hâtives édictées sous la pression de demandeurs particuliers ou d'administrations qui se croient légitimes en se substituant à la société et en s'arrogeant

le droit de la représenter (l'INRA est une de ces administrations, et son rôle présent et passé justifie une certaine prévention à ce sujet). On voit bien que le chercheur agronome doit étendre considérablement son partenariat pour saisir la complexité et la globalité des questions relatives à la qualité. S'agissant des travaux du SAD, il est clair que les questions qu'ils abordent au plan local émanent souvent d'entreprises, d'institutions, de réseaux et de pouvoirs dont l'organisation et les stratégies globales doivent être comprises pour pouvoir aider à la maîtrise des systèmes agraires. Ces remarques en forme de mises en garde conduisent à éviter d'édicter des normes, et plutôt à promouvoir des façons de raisonner la complexité, à préciser le champ de pertinence des représentations : de quels acteurs s'agit-il en l'occurrence ? En quoi l'insuffisance de ces représentations peut-elle être palliée par l'expertise ? Même si le modèle "Intelligence-Conception-Sélection" s'avère pertinent pour rendre compte de processus décisionnels non seulement individuels, mais aussi collectifs, on peut parfois s'interroger sur la finalité poursuivie par le chercheur à travers l'application d'un modèle à la réalité et à travers l'opérationnalisation qu'il en propose. Ainsi, aider certains acteurs d'une société fortement enracinée à retrouver, à travers ses racines, de nouvelles formes de solidarité, est une ambition compréhensible, en Corse par exemple. Mais ceci conduit aussi à s'interroger sur la distance existant entre le modèle de représentation des chercheurs et les jeux et enjeux de pouvoir qui vont en résulter, au nom de la solidarité insulaire en l'occurrence ?

En définitive, l'approche développée dans cet ouvrage, en se détachant des visions positivistes et normatives de la qualité des produits agro-alimentaires, se démarque fortement des pratiques dominantes dans les recherches disciplinaires menées au sein de l'INRA. En insistant sur le besoin d'indicateurs utiles à la gestion de la qualité dans les processus de production et les négociations entre les partenaires de l'aménagement et du développement rural, elle suggère un renouvellement des apports des disciplines biotechniques et biophysiques sur ce thème de la qualité.

D'une façon plus générale, un tel thème pose avec acuité le problème des articulations entre les disciplines biotechniques et les sciences humaines. La mise en oeuvre d'une problématique adaptée à cet objectif a plusieurs conséquences : reformuler des questions globales de la pratique en des termes qui soient appréhendables sans trop élargir et déformer les champs disciplinaires. A cet égard, on est fatalement conduit à identifier de nouveaux objets associant des entités biologiques ou biophysiques à ces entités de nature anthropologique que constituent les pratiques individuelles et collectives... Est-il aberrant et irréaliste de considérer une population animale comme découlant de l'interaction entre de telles entités puisqu'elle peut participer de la mémoire collective d'un système agricole et en assembler des éléments qualifiables à propos de produits, de paysages et de conditions de travail ? L'intégration classique mais limitée de l'expertise pour combler les lacunes des connaissances des chercheurs disciplinaires, lorsqu'ils sont confrontés aux exigences de l'action, ne peut-elle être avantageusement remplacée par une pratique de recherche pluridisciplinaire fondée sur l'action ? La recherche n'a-t-elle pas à gagner en pertinence et en audience dans l'exploration de telles avancées ?

Bibliographie

- Ambroise R.**, 1993. Le beau paysage. De la Renaissance italienne à la Révolution française, l'impasse d'une révolution technique. *BTI*, 11-12 : 51-54.
- Aydalet P.**, 1976. *Dynamique spatiale et développement inégal*. Paris, Economica.
- Brossier J., Vissac B., Le Moigne J.L.**, 1989. *Modélisation systémique et système agricole, décision et organisation*. Versailles, INRA-SAD, 365 pages.
- Morin E., Kern A.B.**, 1993. *Terre-Patrie*. Paris, Le Seuil.
- Sebillotte M.**, 1993. Avenir de l'agriculture et futur de l'INRA. Paris, INRA, Coll. Bilan et prospectives, 2 tomes, 139 pages + annexes 186 pages.
- Thévenot L.**, 1990. Les entreprises entre plusieurs formes de coordination. In Reynaud J.D. et al., 1990 : *Les systèmes de relations professionnelles*. Lyon, éd. du CNRS.

Imprimé par INSTAPRINT S.A.
1-2-3, levée de la Loire – LA RICHE – B.P. 5927 – 37059 TOURS Cedex
Tél. 47 38 16 04

Dépôt légal 2^e trimestre 1994

Photographies de couverture :

- ☐ Le salage du Brocciu en Corse (cliché, J. Prost)
- ☐ Semis de pomme de terre dans le Pays de Caux (Photothèque du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche ; cliché, D. Le Scour)